

**AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION**

N°00009./DC/MINCOMMERCE/CIPM/2024 DU 05 AVR 2024

**RELATIVE A L'ACQUISITION DU MOBILIER (FAUTEUILS DIRECTEUR ET CHAISES DE RECEPTION, ARMOIRES DE RANGEMENT) POUR LES SERVICES CENTRAUX.**

**1. OBJET DE LA CONSULTATION**

Vu le procès-verbal de réunion daté du 4 MARS 2024 de la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE, le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation relative à l'acquisition du mobilier (fauteuils directeur et chaises de réception, armoires de rangement) pour les Services Centraux de son Département ministériel.

**2. CONSISTANCE DE LA FOURNITURE**

L'objet du présent Avis de Consultation, consiste en la fourniture au Ministère du Commerce du mobilier (fauteuils directeur et chaises de réception, armoires de rangement).

Il s'agit de :

N° d'ordre	Désignation	Qtés
1	Bureaux Directeurs en bois massif avec retour et 03 tiroirs	02
2	Bureaux des cadres en bois massif	03
3	Chaises de réceptions noires avec accoudoirs, fonds et dos tissés	03
4	Fauteuils Directeurs en simili cuir noir, avec accoudoirs, pieds toilés tournant, roulant	04
5	Armoires de rangement en bois massif avec compartiments et 03 étagères	03

**3. LIEU ET DELAI DE LIVRAISON**

3.1. La livraison se fera au Ministère du Commerce.

3.2. Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison desdites fournitures est de quatre-vingt-dix jours (90) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

**4. ALLOTISSEMENT**

Les fournitures, objet du présent Avis de Consultation sont en un (01) lot unique.

**5. COÛT PREVISIONNEL**

Le coût prévisionnel du projet s'élève à dix millions (10 000 000) de Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

**6. MODE DE SOUMISSION**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

## **7. PARTICIPATION ET ORIGINE**

La participation à la présente Demande de cotation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans la fourniture de ce type de matériel.

## **8. FINANCEMENT**

Les prestations, objet de la présente Consultation sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2024, sur la ligne d'Imputation Budgétaire n°58 21 025 05 340010 524118.

## **9. CAUTIONNEMENT PROVISoire**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréé par le Ministre en charge des Finances et dont le nom figure dans la liste de la pièce N°11 du Dossier de Consultation, soit un montant de deux cent milles (200 000) Francs CFA.

Elle est valable pendant trente (30) jours au-delà de la date (limite) de validité des offres qui est de quatre-vingt-dix (90) jours.

## **10. CONSULTATION DU DOSSIER**

Le Dossier de Consultation physique peut être consulté aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, et la version électronique au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

## **11. ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CONSULTATION**

Le Dossier de Consultation peut être obtenu au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de dix mille (10 000) FCFA, payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir le Dossier de Consultation par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées et au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## **12. TAILLE ET FORMAT DES FICHIERS**

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

### **13. REMISE DES OFFRES**

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais, devra parvenir en ligne sur la Plateforme COLEPS, au plus tard le 30 MAI 2024 à 13h30 précises heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », dans les délais impartis, en plus de la mention ci-dessus :

**AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION  
N°0002/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2024 DU 05 AVR 2024  
RELATIVE A L'ACQUISITION DU MOBILIER (FAUTEUILS DIRECTEUR ET CHAISES  
DE RECEPTION, ARMOIRES DE RANGEMENT) POUR LES SERVICES CENTRAUX**

**NB : Les copies de sauvegarde parvenues après la date et l'heure limites de dépôt ne seront pas reçues.**

### **14. RECEVABILITE DES OFFRES**

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement de la Consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de consultation.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable.

Toutefois, en cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question, sauf pour le cas de la caution de soumission.

Cependant l'absence ou la non-conformité à l'ouverture des plis de la caution de soumission délivrée par une banque ou un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances, entraîne le rejet de l'offre.

### **15. OUVERTURE DES PLIS**

L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu le 30 MAI 2024 à 14h30 précises, heure locale, en un seul temps dans la Salle de Conférences du Ministère du Commerce par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable.

## **16. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES**

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier de Consultation.

### **16.1. Critères éliminatoires**

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- Dossier administratif incomplet ou non conforme après 48 heures ;
- Absence d'une pièce du dossier financier ;
- Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié (dans le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif) ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis
- Absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP ;
- Absence ou fausse pièce dans le dossier technique ;
- Absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- Non-conformité aux spécifications techniques ;
- Offre n'ayant pas satisfait à au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
- Non-conformité du mode de soumission (soumission en ligne) ;
- Non-respect du format de fichier des offres (soumission en ligne) ;
- Absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme Coleps (soumission en ligne) ;
- Absence ou défaillance de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (soumission en ligne).

### **16.2. Critères essentiels**

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations ou à livrer les fournitures, objet de l'avis de consultation. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur :

- Présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;
- Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un an ;
- Attestation du Service après-vente ;
- Expérience et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, bordereau de livraison signé par le

Maitre d'Ouvrage, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;

- Délai de livraison inférieur ou égal à 90 jours ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention lu et approuvé).
- Caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- Attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à trois millions (3 000 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances.

Seuls les candidats ayant obtenu, à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à 70 % des critères essentiels seront qualifiés pour la suite de la procédure.

#### **17. ATTRIBUTION DU MARCHE**

La Lettre Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura satisfait à tous les critères éliminatoires, dont l'offre technique aura été jugée satisfaisante c'est-à-dire répondant à au moins 70% des critères essentiels et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante.

#### **18. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES**

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### **19. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 et en ligne au Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses : <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm>.

#### **20. ASSISTANCE TECHNIQUE**

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

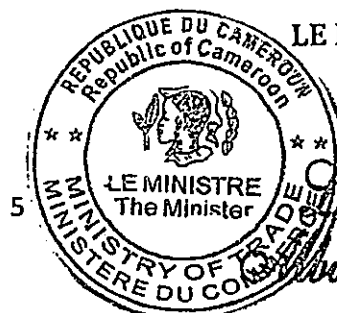
#### **21. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES**

Pour toute tentative de corruption ou tous faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 05 AVRIL 2024

#### **COPIES :**

- MINMAP
- ARMP
- MINCOMMERCE
- Président CIPM
- AFFICHAGE



LE MINISTRE DU COMMERCE

*Magloire Marga Atangana*

**NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION**  
**No. 000021 /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2024 OR 5 AVR 2024**  
**FOR THE ACQUISITION OF FURNITURE (DIRECTOR'S CHAIRS AND RECEPTION**  
**CHAIRS, STORAGE CABINETS) FOR THE CENTRAL SERVICES**

**1. PURPOSE OF CONSULTATION**

14 MARS 2024 Having regard to the minutes of MINCOMMERCE Internal Tenders Board meeting of the Minister of Trade, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, hereby launches a Notice of Consultation for Request for Quotation for the acquisition of furniture (director's chairs and reception chairs, storage cabinets) for the Central Services of the Ministry of Trade.

**2. NATURE OF SUPPLIES**

The purpose of this Notice of Quotation shall be the supply to the Ministry of Trade of furniture (director's chairs and reception chairs, storage cabinets).

Furniture shall comprise:

Serial number	Description	Qties
1	Solid wood Directors' desks with side unit and 03 drawers	02
2	Solid wood executive desks	03
3	Black reception chairs with woven armrests, backs and seat pads	03
4	Black Leatherette rolling Director's chairs with armrests, upholstered swivel legs	04
5	Solid wood storage cabinets with compartments and 03 shelves	03

**3. DELIVERY PLACE AND TIME**

3.1. Delivery shall take place at the Ministry of Trade.

3.2. The maximum execution period provided for by the Contracting Authority for the delivery of the said supplies shall be 90 (ninety) days from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

**4. ALLOTMENT**

The supplies covered by this Notice of Consultation shall be made in a single lot.

**5. ESTIMATED COST**

The estimated cost of the project shall be 10,000,000 (ten-million) CFA francs, all taxes included.

**6. TENDERING METHOD**

The submission method selected for this consultation shall be online.

## **7. PARTICIPATION AND ORIGIN**

Participation in this Invitation to this Request for Quotation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law with proven experience in the supply of this type of equipment.

## **8. FUNDING**

Funding shall be provided by the 2024 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, budget allocation: No. 58 21 025 05 340010 524118.

## **9. PROVISIONAL BID BOND**

Each bidder must include in his/her administrative documents a bid bond issued by a first-class bank or a financial institution approved by the Minister in charge of Finance and whose name appears in the list in Exhibit No.11 of Consultation documents, i.e. an amount of 200,000 (two hundred thousand) CFA F.

Bid bonds shall be valid for a period of 30 (thirty) days beyond the validity period of the tenders, which shall be 90 (ninety) days.

## **10. CONSULTATION OF DOCUMENTS**

Physical Consultation documents can be consulted during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 22 22 69 68, and the electronic version in ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as soon as this Notice is published.

## **11. ACQUISITION OF CONSULTATION DOCUMENTS**

Consultation documents can be obtained during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 22 22 69 68, as soon as this Notice is published, upon presentation of a receipt showing payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of 10,000 (ten thousand) CFA F accounting for consultation document purchase charges.

It is also possible to obtain Consultation documents by free download from the COLEPS platform available at the above addresses and from the ARMP's Public Contracts Journal for the electronic version. However, the online submission shall be subject to the payment of the purchase costs for tender documents.

## **12. FILE SIZE AND FORMAT**

For online submission, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

### **13. SUBMISSION OF BIDS**

Each tender, drawn up in French or English in accordance with Tender Document requirements, must be received online on the COLEPS platform no later than ~~10 MAY 2024~~ at 1.30 p.m. (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", within the allotted time and shall be labelled:

**NOTICE OF CONSULTATION FOR A REQUEST FOR QUOTATION**  
No. ~~00009~~ /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2024 OF ~~5~~ **APR 2024**  
**FOR THE ACQUISITION OF FURNITURE (DIRECTOR'S CHAIRS AND RECEPTION CHAIRS, STORAGE CABINETS) FOR THE CENTRAL SERVICES**

**NB : Back-up copies submitted after the deadline (date and time) for submission shall not be received.**

### **14. ADMISSIBILITY OF BIDS**

Under pain of being rejected, administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this Notice of Consultation. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the Notice of Consultation.

Any bid that is incomplete in accordance with Consultation Document requirements shall be declared inadmissible.

However, in the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, a period of forty-eight (48) hours shall be granted to the bidders concerned to produce or replace the document in question, except for for the bid bond.

However, the absence or non-conformity at the time of the opening of the bids of the bid bond issued by a first-class bank or financial institution approved by the Ministry of Finance shall result in the rejection of the bid.

### **15. OPENING OF BIDS**

The opening of the administrative documents and technical and financial bids shall take place on ~~10 MAY 2024~~ at 2:30 pm precisely (local time) in a single session in the Conference Room of the Ministry of Trade, by the Ministry of Trade Internal Tenders Board.

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the opening of bids.

Any bid that does not comply with Consultation Document requirements shall be declared inadmissible.

### **16. BID EVALUATION CRITERIA**

The purpose of these criteria shall be to identify and reject incomplete bids or bids that do not substantially comply with the conditions set out in the consultation documents.

### **16.1. Eliminary criteria**

The eliminary criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria They do not have to be scored. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the bidder's offer.

These include:

- incomplete or non-compliant administrative file after 48 hours;
- absence of a document from the financial bid;
- omission of a quantified unit price in the financial bid (in the unit price schedule and the detailed cost estimate);
- misrepresentation or forged documents;
- absence or non-compliance of the bid bond when the bids are opened;
- absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three financial years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- absence or a false document in the technical file;
- absence of a leaflet with the manufacturer's technical data sheets;
- non-compliance with technical specifications;
- a bid which failed to meet at least 70% of all essential criteria;
- non-compliance with the tendering method (online tendering);
- non-compliance with the bid file format (online tendering);
- absence of the tenderer's bids on the Coleps platform (online tendering);
- absence or failure of a back-up copy in the event of malfunction of the COLEPS platform, (online submission).

### **16.2. Essential criteria**

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the bidders to perform the services or deliver the supplies that are the subject of the Notice of Consultation. These must be determined according to the nature of the services to be provided.

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The criteria relating to the qualification of bidders shall cover, as an indication:

- the presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- certificate of guarantee of the delivered goods of at least one year;
- certificate of after-sales service;
- bidder's experience and references (copies of contracts or Jobbing Orders, (first and last pages), delivery note signed by the project owner, acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
- delivery time less than or equal to 90 days;
- proof of acceptance of the conditions of the contract (Booklet of Special Administrative Clauses and the description of supplies (DS) initialled on each



page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved");

- technical characteristics of the proposed supplies;
- proof of bank solvency, greater than or equal to 3,000,000 (3 million) CFA F issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance.

Only bids having obtained, at the end of the technical evaluation, a score higher or equal to 70 % of essential criteria shall be eligible for further procedure.

#### **17. AWARD OF CONTRACT**

The jobbing order shall be awarded to the bidder who has met all eliminatory criteria, including a technical bid deemed satisfactory, that is to say a bid meeting at least 70% of essential criteria with the lowest evaluated financial bid.

#### **18. VALIDITY OF BIDS**

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids.

#### **19. FURTHER INFORMATION**

Further information can be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 and online at the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at the following addresses : <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm>

#### **20. TECHNICAL SUPPORT**

For technical support, in the event of any problem related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the email [dsi@minmap.cm](mailto:dsi@minmap.cm).

#### **21. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING**

For any attempt at bribery or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 05 AVR 2024

THE MINISTER OF TRADE

#### **COPIES:**

- MINMAP
- ARMP
- MINCOMMERCE
- Chairperson of Internal Tenders Board
- -POSTING
- -FILING/ARCHIVES



*Luc Magloire*  
*Mbarga Atangana*